

La lutte contre la pauvreté reste une tâche transversale

En 2010, à l'occasion de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la CSIAS a publié une stratégie visant à diminuer de moitié, en dix ans, la pauvreté en Suisse. Les résultats obtenus au cours des cinq premières années sont considérables, mais les défis restent de taille.

Lorsque l'Union européenne a déclaré 2010 Année de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, de nombreuses institutions en Suisse ont organisé des actions de sensibilisation de l'opinion publique et des milieux politiques et elles ont présenté des plans concrets destinés à réduire la pauvreté. En mars 2010, le Conseil fédéral a approuvé une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et il a signé avec les cantons, les villes et les communes une déclaration conjointe prévoyant notamment de renforcer l'engagement dans le domaine de l'insertion professionnelle et de prévenir la pauvreté des familles.

Lors de la campagne 2010, la CSIAS a lancé l'exposition itinérante «Si jamais» qui illustrait la manière dont la pauvreté est vécue en Suisse. Le projet a permis d'aborder le problème de la pauvreté et à rendre l'opinion publique plus consciente de celle-ci. En même temps, la CSIAS a présenté une stratégie contenant 31 mesures visant à réduire de moitié la pauvreté en Suisse en l'espace de dix ans. Trois thèmes se sont imposés: famille, travail et formation.

La CSIAS va dans la bonne direction

Un bilan intermédiaire à mi-parcours montre que ces trois thèmes ont marqué de manière déterminante le travail de la CSIAS au cours de ces cinq dernières années. Afin de combattre la pauvreté des familles, la CSIAS a proposé l'introduction de prestations complémentaires (PCFam). Elle a développé un modèle approprié et a réalisé des études et des simulations pour différents cantons. Les cantons de Vaud, de Genève, du Tessin et de Soleure ont introduit des PCFam.

Des interventions correspondantes ont été traitées dans dix-sept autres cantons. Mais en beaucoup d'endroits, la pression exercée sur les budgets publics a eu des répercussions négatives sur la mise en œuvre, et sur le plan national, on a raté la chance

de créer une base légale pour cet instrument efficace de lutte contre la pauvreté.

Dans le domaine de la formation, le document de positionnement «Bourses d'études plutôt qu'aide sociale» publié par la CSIAS a retenu une large attention. De nombreux cantons soutiennent l'idée que les jeunes suivant une formation n'ont pas leur place dans l'aide sociale et ils ont pris des mesures correspondantes.

Par ailleurs, la CSIAS s'est focalisée, ces dernières années, sur l'insertion professionnelle. Pour permettre une insertion professionnelle durable, les collectivités publiques et les employeurs sont appelés à développer des modèles novateurs. Il s'agit de créer des emplois ou des offres alternatives pour celles et ceux qui n'ont pas d'emploi stable et qui doivent souvent recourir à l'aide sociale sur une longue durée. A plusieurs reprises, la CSIAS a pris position, organisé des séminaires et cherché le dialogue avec l'Union patronale. Le document intitulé «Un emploi au lieu de l'aide sociale», publié il y a quelques mois, propose différentes solutions en matière d'insertion dans le marché du travail, en

s'intéressant tout particulièrement aux réfugiés et aux personnes admises à titre provisoire.

Produire un effet

Ces mesures sont des exemples des multiples efforts initiés et soutenus par la CSIAS qui ont rencontré un écho positif. Ils ont donné naissance à des instruments de travail pour les autorités et les milieux professionnels ainsi qu'à des bases d'interventions sur les plans cantonal et communal, de même qu'à une large discussion sur l'aide sociale, ses prestations et son utilité.

Mais en dernière analyse, la lutte contre la pauvreté se mesure à l'effet qu'elle obtient. Si le taux d'aide sociale est resté relativement stable à 3%, ces dernières années, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, en chiffres absolus, augmente cependant de manière constante. Même si l'aide sociale contribue à empêcher la paupérisation et l'exclusion sociale, elle ne peut résoudre à elle seule les problèmes parfois complexes. Au regard des évolutions telles que l'augmentation de la durée de soutien, un nombre croissant de bénéficiaires de l'aide sociale âgés et l'arrivée massive de demandeurs d'asile aux faibles qualifications professionnelles, la revendication déjà formulée dans la stratégie de lutte contre la pauvreté vaut plus que jamais: la lutte contre la pauvreté doit être comprise comme une tâche transversale et, en tant que telle, elle doit occuper une place plus importante. La lutte contre la pauvreté ne peut réussir que si les différents acteurs de la politique, de l'économie et de la société civile conjuguent leurs efforts. La CSIAS continuera à fournir sa contribution – la stratégie de lutte contre la pauvreté restera un instrument important à cet égard dans les cinq années à venir. ■

«La lutte contre la pauvreté ne peut réussir que si les différents acteurs conjuguent leurs efforts.»

Dorothee Guggisberg

Secrétaire générale de la CSIAS